

Compte rendu du Grand débat – 14 Mai 2011

Assises pour la ville de l'écologie urbaine

Destinataires :	Ville de Nanterre
Sujet :	Grand débat – 14 Mai 2011
Auteurs :	Res publica
Date :	14 Mai 2011

cr110514 Grand débat

Le Grand débat a eu lieu le samedi 14 Mai 2011 aux Arènes de Nanterre de 14h à 18H et a réuni une centaine de participants. Il clôturait les Assises pour la ville de l'écologie urbaine.

Comment faire ensemble, citoyens, élus, acteurs locaux, une ville solidaire et écologiquement exemplaire ? Comment conforter le projet d'une ville pour tous, conciliant exigences sociales, développement urbain et respect de l'environnement ? Quelles pratiques quotidiennes, individuelles et collectives pour répondre aux grands défis écologiques pour des villes durables dans un monde vivable ?

Introduction d'Hassan Hmani, adjoint au maire délégué à la démocratie participative

Première partie

- Restitution du sondage mené par l'institut BVA en décembre 2010 et février 2011.
- Restitution de la semaine d'échanges et de rencontres menés pendant les Assises pour la ville.

Deuxième partie

Débat avec la participation de Pierre Radanne, expert en politiques énergétiques, ancien président de l'ADEME, Patrick Viveret, philosophe et spécialiste des questions d'écologie, Julien Sage, adjoint au maire délégué à l'écologie urbaine et Patrick Jarry, maire de Nanterre et conseiller général des Hauts-de-Seine.

1. INTRODUCTION

Hassan Hmani, adjoint au maire à la démocratie participative remercie les participants des Assises (habitants, étudiants, salariés, chercheurs, experts), et les services de la ville.

Pourquoi des Assises pour la ville?

Hassan Hmani indique qu'il y a 3 axes qui définissent les Assises pour la ville :

1. *Faire participer* : les Assises pour la ville est un événement important, régulier, qui a pour objectif de faire participer le plus grand nombre possible de Nanterriens. Faire participer, cela nécessite de l'innovation et de l'expérimentation (débats, questionnaires, ateliers, etc.)
2. *Interroger le projet de ville* : les Assises, c'est échanger avec l'ensemble des nanterriens et salariés sur le projet de ville : où en sommes nous aujourd'hui et qu'est qu'on veut pour Nanterre demain ?
3. *Penser le local et global*. Lors des Assises, le projet de ville est interrogé dans une dimension globale: on ne peut pas construire la ville de demain sans prendre en considération ce qui nous entoure au niveau du périmètre parisien, régional, national et mondial.

Les Assises pour la ville, dont les premières ont commencé en 1997, sont la marque de fabrique de Nanterre et la démocratie participative reste son axe principal.

Comment prépare-t-on les Assises pour la ville ?

Hassan Hmani indique que comme tout processus participatif, il faut du temps. La préparation des Assises pour l'écologie urbaine a commencé il y a quelques mois : la CEMEEU (associations et citoyens engagés) avec les services et élus ont décidé du thème et des sujets à débattre, les rendez-vous citoyens de la CEMEEU ont approfondi les thématiques, un sondage a permis de récolter l'avis des gens afin de ne pas laisser des personnes à la marge du processus, etc.

Pourquoi l'écologie urbaine est le thème des Assises?

Hassan Hmani indique que le choix d'interroger le projet de ville par l'entrée de l'écologie urbaine a plusieurs raisons :

- Ce choix figure parmi les engagements du mandat
- La crise écologique est une responsabilité mondiale
- Nanterre est engagée depuis longtemps dans les préoccupations de ville durable. Elle est dans les premières villes à avoir mis en place un Plan Climat.

La notion d' « écologie urbaine » exprime et reflète la vision politique de Nanterre : il ne s'agit pas que d'écologie mais des individus en rapport avec leur environnement. C'est

la question de l'interaction, de l'interdépendance qui prend en compte le social et la démocratie.

La notion de ville durable a très bien été définie par **Jean-Robert Mazaud**, urbaniste, directeur marketing et territoire à Véolia, le 12 mai à l'Agora lors de la conférence-débat « Nanterre demain, ville durable et innovante ? ». Jean-Robert Mazaud expliquait que la ville durable doit être souhaitable (nécessite de l'écologie), soutenable (nécessite de l'économie), désirable (nécessite du social) et acceptable, condition de sa réalisation effective.

L'exemple concret est la ZAC Ste Geneviève et la mise en place d'un réseau de chauffage à partir des eaux usées (souhaitable), discutée avec les habitants (acceptable), proposant une économie circulaire en reprenant la matière première (eaux usées) pour la transformer en chauffage (soutenable) qui permet de réduire le coût des charges pour les habitants du quartier (désirable).

2. RESTITUTIONS ET DISCUSSION AVEC LA SALLE

2.1. RESTITUTION DU SONDAGE BVA (FEVRIER 2011)

La présentation du sondage, menée par BVA auprès de 800 nanterriens au mois de février 2011 est en annexe du compte-rendu. Trois grands points peuvent résumer l'enquête :

- *Nanterre une ville très appréciée*
- *La démocratie participative y est reconnue*
- *L'écologie urbaine est perçue comme une priorité*

Discussion avec la salle

Une participante, habitante de Nanterre depuis plus de 60 ans, remercie la Ville et les organisateurs pour la réussite des Assises. Elle constate que les 700 associations présentes à Nanterre ne sont pas représentées dans ce grand débat : celles-ci reçoivent des subventions, elles doivent donc s'investir.

Elle salue les ateliers citoyens, riches en échanges et plutôt tournés vers l'Habitat. Mais elle pointe un manque d'ambition dans la mobilisation et le choix de l'Agora comme unique lieu des ateliers citoyens : ceux-ci auraient dû être délocalisés dans les quartiers afin de mobiliser un plus grand nombre.

Un participant, adhérent de plusieurs associations demande si le sondage a été pratisé selon les quartiers.

- Eric Bonnet, de l'institut BVA explique que la structure en termes de sexe, âge, profession et quartier a bien été respectée.

Un participant, responsable de l'observatoire local de la santé pour la mairie de Nanterre, revient sur la hiérarchisation des quartiers prioritaires dans la ville pour les habitants. Il demande si les interrogés disent que c'est leur propre quartier qui est prioritaire ?

- Eric Bonnet indique qu'effectivement, ce sont les habitants du quartier qui pointent leur propre quartier comme prioritaire. Mais plus globalement, les multiples réponses mettent en avant les quartiers où il y a le plus de satisfaction à vivre à Nanterre et ceux en plus grande difficulté.

Un participant, habitant du quartier Chemin de l'Île pointe un problème qu'il considère nuisible au bien vivre à Nanterre : le dimanche matin, les nanterriens qui se rendent à pied au marché sont bousculés par la circulation et le stationnement des voitures. Il faudrait que la rue Maurice Thorez, la rue Henri-Barbusse et la place des Belles Femmes soient piétonnes, au moins pendant la durée du marché.

- Une participante répond qu'un nouveau marché s'est ouvert à Nanterre Préfecture, sur le Parc et celui-ci est tout piétonnier.

Un intervenant, habitant du centre ville ne comprend pas la question sur le projet des berges de Seine puisqu'elles ont été aménagées.

- Eric Bonnet explique que le but était de tester différents projets auprès des interrogés en leur demandant s'ils les considéraient prioritaires ou non. Concernant les berges de Seine, c'est la poursuite des aménagements qui était testée. Cette poursuite est apparue comme prioritaire.

Un participant, vice président de l'Union local CFECGC constate que des résultats sont faibles sur certaines questions : quelle est la marge d'erreur au vu de l'échantillon de la population de Nanterre ?

- Eric Bonnet indique qu'un panel de 800 personnes interrogées permet d'obtenir des résultats fiables et par quartier. La marge d'erreur est de 2/3 points, c'est comparable aux sondages nationaux et considéré comme une marge d'erreur faible.

2.2. RESTITUTION DES 5 ATELIERS CITOYENS DES ASSISES DE L'ÉCOLOGIE URBAINE (RES PUBLICA)

La restitution des ateliers citoyens, faite par Marie-Catherine Bernard, cabinet Res publica est en annexe du compte-rendu. Il reprend de manière synthétique les réflexions collectives issues des différents de participation des Assises qui se sont déroulées, du samedi 7 mai au vendredi 13 mai.

3. DEBAT AVEC LES EXPERTS INVITES

Denis Cheissoux, animateur sur France Inter de l'émission sur l'environnement « Co2 mon amour » animait les débats.

Peut-on concilier ville industrielle et ville écologique ? Le cas particulier de la reconversion du site des Papeteries de la Seine est un enjeu de cette question, qui a été discutée lundi 9 Mai à l'Agora lors de la conférence-débat « *Nanterre demain : quelle économie pour quelle écologie ?* ».

Pierre Radanne indique que si l'on fait la liste de l'ensemble des crises écologiques, du manque d'énergie, de la question du changement climatique, du recyclage,...il est facile de dériver vers la volonté d'une France comme unique société de services. Or, ce choix serait économiquement intenable et socialement insupportable.

A l'inverse si on se donne comme objectif de changer de système technique et de civilisation, on peut s'engager dans la réhabilitation de notre patrimoine bâti, développer les énergies renouvelables, développer les transports collectifs et les alternatives à la voiture, etc.

Les nouveaux habitats durables usent d'une quantité d'énergie faible et émettent très peu de gaz à effet de serre. On est dans une logique où on sait promettre un avenir réussi aux enfants, à travers une qualité exceptionnelle de construction qui nous permet de vivre de façon agréable sans épuiser les ressources. Le Grenelle de l'environnement a fait un calcul : la réhabilitation de l'ensemble du parc bâti français créerait 400 000 emplois. Or, 60 milliards d'euros par an, c'est l'argent qui va être gaspillée par la France pour acheter du pétrole, du gaz, de l'uranium et du charbon. C'est l'équivalent de la rémunération d'1 500 000 salariés.

Ce virage est aussi un pari industriel. En localisant de l'activité économique, de la richesse non délocalisable sur le territoire, nous fournissons des revenus nécessaires à la population.

L'Humanité connaîtra la fin de sa croissance démographique autour de 2050 (nous serons alors 10 milliards d'individu). Comme il n'y a pas d'autre planètes habitables, l'avenir de l'Humanité est donc de parvenir à vivre en paix, les uns avec les autres et avec les ressources de la planète tout en prenant soin du cadre de vie. C'est notre cahier des charges pour le XXI^{ème} siècle.

Patrick Viveret confirme que la contradiction n'est pas entre écologie et industrie mais sur *la nature de l'industrie*. Les débats au cours des Assises ont mis en évidence la possibilité de développer l'industrie du recyclage, de la réparation ou encore de nouvelles formes de production qui soient écologiquement soutenables. L'industrie n'est donc pas un problème, c'est le modèle industriel de production qui est en question.

A l'échelle aussi bien macro qu'à l'échelle des territoires, on identifie le couple formé par une économie de *la démesure* et le mal être. Or, toutes les questions du bien vivre et du vivre ensemble sont fondamentales, elles forment un couple avec la sobriété et la simplicité.

Cela s'applique à la question des villes en transition : à Nanterre, nombreuses associations sont à cette initiative et s'inspirent pour cela du *désirable*. Les 21 fiches du « donné à débattre » auxquelles les nanterriens peuvent contribuer posent ainsi la question du « Et si », de l'ordre du désirable. C'est-à-dire qu'on ne se projette pas dans la peur ou la contrainte mais dans un futur qui devient enviable. Dans cela s'inscrit le désir concret du « mieux vivre ».

L'enjeu démocratique et sa qualité devient alors essentiel. Il ne s'agit pas de penser le rapport de force mais la co-construction d'un bien commun, d'un intérêt général qui n'est pas donné d'avance et dont aucun groupe d'acteur ne peut se saisir seul. Il faut coupler les logiques d'acteurs locaux avec des procédures de délibération et de votation afin de s'exprimer sur les hiérarchies globales de la ville (exemple : le budget participatif sur les questions de l'eau, Porto Allegre). Pour les villes en transition, cette alliance de la question démocratique avec les enjeux écologiques et du bien vivre renvoie à la notion de désir et non seulement de contrainte.

Denis Cheissoux résume : « quand on parie sur l'intelligence des gens, ils le rendent bien ».

Comment concilier les évolutions démographiques avec la ville écologique ?

Patrick Viveret revient sur les réflexions issues des débats des Assises :

- *On ne peut dissocier la question sociale de la question écologique* : un habitant se demandait pourquoi les risques Seveso sont près des HLM ? Un autre remarquait que le bio est trop cher. On voit qu'on ne peut avancer sur les questions écologiques si on n'avance pas simultanément sur les questions sociales, que ce soit au niveau planétaire ou au niveau du territoire.
- *On ne peut dissocier la dimension personnelle et la dimension de transformation sociétale* : un des axes d'un forum de Porto Allegre était le TPTS (Transformation Personnelle ET Transformation Sociale) et questionnait la façon dont les éléments de transformation structurelle étaient en interaction avec la volonté de changement des gens.

La notion de confiance est au fondement de cette réflexion et du vivre ensemble. Dans une société organisée autour du trio « profit, rivalité, vitesse », l'économie s'appuie plutôt sur la méfiance. A partir du moment où on ne peut plus se baser sur cette société, on crée un nouveau trio : autre indicateur monétaire, confiance et réduction de la vitesse. Plus on se dirige vers une intelligence démocratique, plus la qualité de confiance devient déterminante.

L'humanité est un réseau pensant : grâce aux nouvelles technologies de l'information, des révolutions sociales ont lieu. Mais ces réseaux pensants ne peuvent fonctionner que s'ils s'associent aux réseaux confiants. La qualité relationnelle devient un enjeu sociétal et non plus privé.

- *Le rapport entre la ville désirable et l'expérimentation*. C'est ce qu'on peut nommer « la résistance créative habitée par un futur désirable ».

Quelles seront les villes durables de demain ? Comment y parvenir ?

Pierre Radanne indique qu'il peut y avoir deux définitions de la ville : des murs dans lesquels sont mis des gens ou bien des gens avec des relations sociales qu'on entoure de murs.

La notion de co-construction renvoie à l'adhésion des gens. La question importante est la mise en œuvre de ces projets : les actes politiques ne fonctionnent que si les gens les aiment. Il faut donc construire l'adhésion des gens. Ce n'est pas aux élus seuls d'élaborer les choses, mais il faut associer tous les acteurs. Ces processus de co-construction (ex : PCET et Agenda 21) sont capables de dégager des priorités, de hiérarchiser des enjeux, d'identifier des obstacles et des manières de faire mais nécessitent un appui technique et politique (quantifier les investissements, les résultats, le temps, etc.). La démocratie de co-construction s'associe ainsi à la démocratie représentative et crée du temps de vivre ensemble.

D'une manière générale, on ne peut pas changer profondément de civilisation sans une rénovation profonde de notre système politique et démocratique. Dans ce cadre, les moyens de communication et les nouvelles technologies sont des ressources démocratiques exceptionnelles.

Débat avec la salle

Un participant revient sur la *collecte sélective* et indique que ce n'est pas les enfants qu'il s'agit d'éduquer puisqu'ils le sont déjà, mais bien les parents. Aussi, les bacs de collecte ne sont pas respectés correctement à Nanterre, surtout dans les grands ensembles car il n'y a pas de communication. Concernant l'usage de l'eau, il fait remarquer que l'arroseuse laveuse après le marché n'arrose pas les plantes alors même que nous sommes en ce moment dans une période de sécheresse : n'est-ce pas du gaspillage ?

Denis Cheissoux rappelle que la ville de Nanterre récupère l'eau de la piscine pour l'utiliser pour le nettoyage des rues. Il reste des efforts à faire : le verre est recyclé à environ 60/65%, le carton et le papier à 55% et le plastique à 25%, mais aussi l'aluminium des canettes, etc.

Une participante, enseignante sur le développement durable territorial remarque qu'au-delà de la notion de désir, il ne faut pas oublier qu'il y a aussi dans la concertation du conflit. Effectivement, la construction de la confiance est importante mais celle-ci doit être durable.

Une participante rappelle une question abordée lors des ateliers citoyens : les gens sont-ils prêts à abandonner leur portable qui exploite des mines de lithium et crée des conditions de travail proches de l'esclavage ? Elle ajoute que lorsque la ville de Nanterre est revenue de Porto Allègre, elle a vanté les budgets participatifs mais ils n'existent toujours pas à Nanterre. Enfin, si elle accepte 100 000 habitants à Nanterre, elle souhaite que soit résorbée les 3500 personnes en liste d'attente d'un logement très social.

Un participant, d'Emmaüs de Nanterre et Sartrouville répond que le recyclage des portables est déjà d'actualité, il faut continuer et développer les recycleries car cela évite d'aller chercher ces métaux précieux dans des pays sous-développés et exploités et offre du travail sur place. Il rappelle également la problématique des sacs plastiques : quand va-t-on arrêter d'en diffuser sur les marchés et opter pour des sacs biodégradables ?

Denis Cheissoux remarque les contradictions dans notre société : d'un côté il y a des injonctions publicitaires et de l'autre, on souhaite tous se faire plaisir. On ne doit pas être dans la contrainte.

Il y a aujourd'hui environ 5 milliards de portable et 2 milliards d'ordinateurs dans le monde, ils font maintenant partie de notre vie. Ils permettent la convivialité mais il est vrai que les ressources ne sont pas infinies et la construction des portables nuit à la faune et la flore (exemple des gorilles de plaine tués afin que l'Homme ait accès aux ressources sur lesquelles ils vivent). Il faut donc réduire notre consommation et ne pas changer tous les 6 mois de portable par exemple. C'est se demander : « quelles sont les conséquences de mes achats ? ».

Pierre Radanne voit un lien entre ces 4 interventions : les citoyens ont compris le basculement sociétal dans lequel on est. Cette compréhension nous met tous en rupture par rapport aux injonctions de la publicité qui dit le contraire de ce qu'il faut faire, la pression d'un certain nombre de groupes industriels, de marketing financiers, etc. Cela produit chez chacun une angoisse : on voit les difficultés devant nous, mais qu'il n'y a pas une unanimité pour prendre les choses au sérieux. De plus, aucun de nous ne sait ce que sera le « bien vivre » au XXIème siècle : quels seront les modes de vie ? Les types de consommation ? Ce qui sera excessif et qui créera du conflit, qui sera minimaliste mais qui ne créera plus de satisfaction,... quel est l'équilibre qui nous fera être bien avec les autres et avec notre planète ? Cet équilibre on ne le connaît pas, on est tous dans l'inconnu.

Cela interroge les processus politiques : il faut des lieux de travail collectif pour identifier cet équilibre et sortir de nos solitudes individuelles. Par exemple, des gaspillages sont solubles sans pour autant être très contraignants. La question est de co-construire ensemble notre mode de vie et réduire les angoisses par la recherche d'un équilibre collectif. Il y a un monde qui s'ouvre, vivement que l'on travaille dessus.

Denis Cheissoux rappelle une parole de Pierre Radanne : « on est à la fin d'une civilisation ». Umberto Eco dans le Nom de la Rose, explique que la fin du Moyen Âge était perçue comme l'avènement de Satan sur terre, une perspective négative. Or, on a eu une Renaissance. Nous sommes ainsi, aujourd'hui, dans ce moment « dépressif » car on quitte quelque chose sans savoir encore ce que l'on va gagner.

Patrick Jarry, Maire de Nanterre, exprime son attachement au propos de Pierre Radanne et Patrick Viveret qu'il rencontre lors de sommets mondiaux (Porto Allegre, Dakar) et dont il lit les ouvrages. Il rappelle que Nanterre s'est engagée depuis une quinzaine d'années dans un processus de co-construction de la ville. Ces 5^{èmes} Assises marquent ce processus.

Les Assises de l'écologie urbaine permettent particulièrement de souligner les questions liées aux notions du global et du local :

- *Les besoins d'engagement individuel et d'engagement collectif.* Les Nanterriens ont compris qu'il ne peut y avoir de résultats sans ce double engagement.
- *Les besoins d'actes concrets, de petits gestes multiples et en même temps de grandes impulsions et décisions nationales voir internationales.* Les deux se nourrissent et sont nécessaires pour créer le processus.

Dans une ville comme Nanterre, qui souffre de la crise économique, il est important de constater que les habitants sont venus débattre, en liant la question sociale et environnementale, en liant la participation de chacun et l'intervention nécessaire de la ville. C'est pour cela que Nanterre peut apporter au mouvement des Métropoles en transition.

Denis Cheissoux rappelle que des villes en transition existent comme en Allemagne ou en Suède (sortie du charbon). Dans ce sens, La dictature du carbone, ouvrage de Frederic Denhez, met en évidence la dépendance des villes au carbone et ses conséquences pour l'environnement. Les interventions ont également mis en avant la question de la gouvernance : notre état est très jacobin, capétien, polytechnicien, c'est à dire très centralisateur alors que l'on pourrait donner davantage place à l'expérimentation.

Julien Sage revient sur la *notion de rêve*. La ville a toujours été une image d'Epinal du progrès : c'est là où se crée l'intelligence collective, les relations, le commerce, etc. C'est là où l'émulation est humaine et parfois « antinaturelle » puisqu'on a assisté à une exclusion de la nature.

Au XVIIIème et surtout au XIXème siècle, le rêve de progrès transparaissait par les usines, le charbon, les grands ensembles urbains, etc. Au XXème siècle, le nouveau rêve urbain était les tours, le « Manhattan à la française ». A chaque fois, on a inventé un nouveau rêve qui nouait la ville et le progrès, quitte à exclure la question environnementale et les individus.

Aujourd'hui, on construit le rêve de progrès du XXIème siècle et sa symbolique urbaine : si on en est encore au début, on peut dire ce que ce n'est pas : ce n'est pas une ville de labeur, où on travaille à des cadences infernales, où l'exclusion prime ; ce n'est pas une ville informe qui ghettoïserait une population ouvrière. On veut s'ouvrir, garder une mixité : c'est une ville généreuse qui s'inscrit dans une logique cosmopolite. C'est le souhait qui est sorti de ces Assises pour Nanterre et qui est lié à son histoire : l'Etat qui a pillé le rêve de Nanterre de se construire avec ses habitants, l'Etat qui a mené des expulsions (20 000 familles expulsées de la Défense pour construire des bureaux). Nanterre a été dépossédée de son droit à décider de son avenir.

Ces Assises ont du sens pour concevoir un rêve urbain qui sera le rêve de Nanterre de demain, un rêve de progrès au sens d'innovation sociale plutôt qu'innovation technique. Cela signifie être acteur de cette innovation et du choix de notre avenir.

Pierre Radanne ajoute que l'on est confronté à des limites : l'Humanité va finir sa croissance démographique, les difficultés liées aux limites énergétiques et les ressources sont réelles, la pression sur l'environnement est très forte. Les choses se resserrent et ce n'est pas facile à assumer. Mais dans ce passage dépressif, ce basculement entre deux civilisations, il faut s'interroger sur notre chance d'expansion qui existe grâce aux nouveaux moyens de communication. Il y a bien un infini dans le monde fini : la relation à l'autre, le lien social, la connaissance, l'accès à la culture, la construction originale de sa personnalité. Ces éléments sont le nouveau champ d'expansion de l'humanité : il faut s'approprier ces nouvelles technologies de communication tout en faisant attention aux dangers (repli sur soi), et développer le lien social au cœur de la société.

C'est paradoxal : les limites que nous impose la planète nous obligent finalement à réinvestir dans le lien social. Cela s'oppose à la notion de progrès, d'individualisme et d'argent qui circulait au XIX^{ème} siècle. Il faut aujourd'hui construire la meilleure société possible, la meilleure utilisation des ressources, la meilleure qualité de vie urbaine dans la relation à l'Autre. Finalement, l'écologie relance l'urgence du social par la démocratie co-construction.

Denis Cheissoux ajoute que l'on se rendra compte du basculement quand la publicité parlera du « nous » et non du « moi je ».

Une participante revient sur l'avenir de la voiture non polluante. Elle pointe le paradoxe entre voiture électrique et développement nécessaire du nucléaire.

Une participante s'interroge sur le développement du vélo électrique. Il semble que la ville de Paris pense à en développer l'accès, cela est-il possible à Nanterre ? Elle ajoute qu'il ne faut pas limiter l'apport de l'écologie à une catégorie mais en diffuser les principes et actions partout.

Denis Cheissoux rappelle qu'effectivement, lorsque qu'une ville met en place les infrastructures adéquates, cela accélère les changements de comportement.

Un participant revient sur la notion de *démésure* : aux différents temps de l'Histoire, chaque ville n'est-elle pas confrontée à sa propre démesure ? Quand le Moyen Âge s'est construit, grande période de révolution technologique, la démesure était dans le travail de la pierre, du verre, du fer, de la couleur. On est ainsi passé d'une abbaye cistercienne basse de plafond à des cathédrales extraordinaires : apport technologique et apport de l'imaginaire.

Dans notre grand débat manque cette question de l'*imaginaire*. Doit-on continuer à perpétuer un même imaginaire dans l'aménagement du territoire, c'est-à-dire « au raz du sol » ?

Denis Cheissoux rappelle qu'au temps du Moyen Âge, on comptait environs 400 millions de personnes sur terre. Les voitures électriques, quant à elles, devraient représenter d'ici 2030, 10% des parts de marché de voiture : comment les conjuguer avec le besoin en électricité et les risques nucléaires ?

Julien Sage remarque que lorsque l'on s'occupe de ce qu'il y a dans le moteur, on ne s'occupe pas de l'objet. Or le problème est bien l'objet. On a réussi à faire croire que l'énergie était sans défaut, qu'elle coûtait peu, qu'elle était sans risque et ne produisait pas de déchets. Par exemple, le modèle urbain des tours, plébiscité à une époque, oblige aujourd'hui à un certain mode de vie et à certains sacrifices à l'opposé de l'imaginaire individuel : des espaces verts, des pavillons, de la mixité, des espaces publics sans voiture, etc. Ainsi, on a voulu nous faire voir le monde sous la vision du progrès absolu pour qu'on ne se pose pas de question, or aujourd'hui il s'agit de revenir aux commandes. « Choisir l'écologie, c'est choisir ».

Pierre Radanne rappelle que les zones de ZUP sont des zones urbaines à faible densité. A Nanterre, il est possible d'avoir du semi-collectif urbain fortement végétalisé des terrasses, un accès à la nature, ...qui crée une ville dense et agréable.

Le pétrole devra être conservé pour les transports longs trajets (bateaux, avions) mais on utilisera l'électricité pour les courtes distances. Trois modes de production sont possibles pour l'électricité : le nucléaire, les énergies renouvelables et les combustibles fossiles, en faisant en sorte que le gaz carbonique produit n'aille pas dans l'atmosphère. On peut donc avoir, dans le futur, une voiture électrique sans nucléaire.

Patrick Viveret indique que le fait de construire de la confiance n'élimine pas le conflit. Le conflit est même une alternative à la violence et le désaccord est un élément fondamental de la vie démocratique. Ce qui est toxique c'est le soupçon, le malentendu ou encore le procès d'attention. Cette énergie par nature illimitée, qu'est l'énergie du désir (contraire de la sidération) peut produire de la démesure à combattre, mais c'est le *vivre ensemble* qu'il faut faire progresser.

La ville est un lieu de circulation de l'énergie amoureuse.

Deux impensés majeurs créent de l'angoisse chez les Humains : l'impensé sur le bonheur, associé à l'idée de fin de l'Histoire et l'impensé sur l'amour associé à l'idée de chute (on « tombe amoureux »). Comment construit-on une qualité de présence ? Comment sort-on du couple excitation-dépression pour aller vers le couple intensité-sérénité ? Du point de vue de l'amour, comment s'élève-t-on en qualité d'amour ? Comment construit-on une énergie qui sort de l'amour fusion-acquisition pour aller vers l'Altérité, dans une progression vers l'Eros ?

La qualité érotique d'une ville est un enjeu tout à fait fondamental et une énergie fondamentalement renouvelable.

4. CONCLUSION

Patrick Jarry conclue la semaine des Assises pour la ville sur le thème de l'écologie urbaine :

- Nanterre est dans une zone de conflit forte : il ne suffit pas que la ville de Nanterre émette un désir de poursuivre ou repenser une industrie sur le site de la papeterie pour que cela se réalise. Concrètement, la papeterie est un site de 17 hectares à une encablure de la Défense : il y a donc un conflit avec les promoteurs qui veulent y construire des bureaux à l'image de la Défense. Notre manière d'exprimer la ville au quotidien et demain se heurte ainsi à des choix que certains cherchent à nous imposer de manière violente. Il faut trouver les moyens de contreattensive à plusieurs.
- Les ateliers citoyens ont permis de rassembler tout un ensemble d'actions : il va falloir les étudier, les hiérarchiser, les rassembler afin de pouvoir travailler avec.
- Durant les débats, les participants ont pointé un manque d'information. Je pense effectivement que nous avons à décider dans les mois à venir, d'un lieu ressource qui permettrait de donner l'impulsion et qui marquerait la ville. Il serait pour tous les acteurs et en lien avec l'Agora, maison des initiatives citoyennes.
- La question de l'énergie est beaucoup revenue dans les ateliers. Il y a là des choix à faire. Nanterre a commencé à prendre des initiatives sur les énergies renouvelables (panneaux photovoltaïques sur les écoles, la chaufferie bois...etc.). Nous voulons continuer à impulser des choses dans le domaine tout en prenant en compte le fait que les prix sont plus élevés à l'investissement et nécessitent des subventions. Nous avons adopté un Plan Climat Territorial en 2007, nous étions pionnier avec quelques villes. Nous proposons de retravailler ce Plan Climat de manière participative, en intégrant les étudiants, salariés, habitants, etc.
- « *Le recyclage est la matière première de demain* », c'est ce qu'on a pu entendre cette semaine. Le domaine du recyclage peut s'inscrire dans l'engagement que nous avons pris de développer l'économie sociale et solidaire et le renforcer.
- Concernant la consommation, nous pouvons donner des impulsions pour aider à monter davantage d'AMAP, des jardins familiaux et partagés (travailler avec les promoteurs pour en implanter en pied d'immeubles, ex : Zac Ste Geneviève) ou encore développer l'offre de nourriture bio dans la restauration scolaire.
- Sur les déplacements, on s'inscrit dans un moment de rupture et transition. Nanterre a fait un gros effort sur les voitures électriques (un parc de 100 voitures électriques existe) mais peu de villes s'y impliquent. Nous devons aussi être attentifs aux transports en commun. Les discussions sur le maillage du T1 permettent de repenser le réseau de transport à l'échelle intercommunal et de fait, la place de la voiture à Nanterre. En effet, si la place de la Boule et le Petit Nanterre sont desservis par le tramway, cela permettrait de repenser une utilisation raisonnée de la voiture.

Mr. Le Maire remercie les participants et les organisateurs des Assises. Il rappelle que la ville de Nanterre souhaite co-construire son avenir avec les habitants, salariés, étudiants de la ville mais aussi avec la Métropole, d'autres citoyens, d'autre villes car Nanterre a une vision ouverte de son territoire.